

Renforcer la résilience au niveau local : des investissements pour l'adaptation priorités par les communautés

Le projet DFC promeut la mise en place de mécanismes pour le financement du climat au niveau local afin que les communautés à la base - qui ressentent le plus les impacts négatifs du changement climatique - puissent décider elles-mêmes des axes prioritaires d'intervention pour le renforcement de leur résilience. Cette approche reconnaît le rôle important que jouent les institutions communautaires en ce qui concerne l'accès et l'utilisation des terres, la gestion des ressources naturelles et la médiation des conflits, et s'appuie sur les connaissances et stratégies avérées pour gérer la variabilité et le changement climatiques.

Des fonds locaux d'adaptation au changement climatique

Dans le cadre du projet DFC, la NEF, IED Afrique et IIED travaillent avec les communautés des régions de Kaffrine au Sénégal et Mopti au Mali pour établir les cadres institutionnels nécessaires à la gestion décentralisée des fonds d'adaptation au climat (FAC) qui peuvent soutenir les investissements locaux dans la résilience. Un pouvoir

discrétionnaire sur les FAC est accordé aux collectivités locales. Dans chaque pays, trois fonds d'adaptation d'un montant de 500.000 £ ont été créés dans chaque région sélectionnée afin d'être répartis entre les Cercles ou Départements cibles du projet. Les FAC sont destinés à financer des investissements communautaires, identifiés et



Décentralisation des fonds climat (DFC) est un projet de recherche-action et de plaidoyer qui appuie les populations locales au Mali et au Sénégal afin qu'elles deviennent plus résilientes au changement climatique, grâce à des fonds d'adaptation localement contrôlés. Les investissements qui visent à soutenir la résilience sont identifiés et priorités par les communautés à travers des processus participatifs qui incluent les femmes. Les mécanismes de planification et de financement développés sont ancrés dans les systèmes locaux et nationaux.

Dans le cadre de cette série d'études de cas, nous partageons les données collectées localement sur la mise en œuvre de quelques exemples d'investissements, afin d'encourager une plus grande décentralisation des fonds climat. Aussi, ce rapport de capitalisation est destiné avant tout aux gouvernements et aux acteurs du développement au niveau local, national et international, ainsi qu'à leurs partenaires de mise en œuvre.



priorisés localement par les populations à travers des mécanismes participatifs, notamment des fora et consultations communautaires, qui ont permis d'intégrer les préoccupations des couches vulnérables.

Sur le long terme, le projet vise à renforcer la capacité des pouvoirs locaux à gérer des fonds climat et à influencer les approches actuelles de planification, de manière à ce qu'elles soient beaucoup plus inclusives, transparentes, responsables, efficaces et sensibles au climat. Les processus et mécanismes d'identification des projets, d'approbation et de mise en œuvre des investissements ont été élaborés en concertation avec les collectivités locales et les gouvernements.

Le mécanisme d'identification des projets

Le processus d'investissement commence avec la conduite d'évaluations participatives de la résilience. Dans chaque région cible du projet, les groupes locaux ou les collectivités territoriales ont présenté des propositions de projets qui répondent à leurs préoccupations prioritaires en matière de renforcement de leur résilience face aux effets du changement climatique. Les comités d'adaptation, établis au niveau départemental au Sénégal et au niveau communal au Mali, interviennent dans une seconde étape pour sélectionner les projets.

La différence de contexte de la décentralisation dans chaque pays se reflète également par une différence entre les approches :

- Au **Sénégal**, les populations à la base, en collaboration avec les collectivités territoriales, identifient et priorisent leurs investissements à travers des forums communautaires. Ensuite les comités départementaux d'adaptation sélectionnent les projets à forts impacts socioéconomiques sur la base d'un ensemble de critères prédéfinis, en utilisant un processus d'appel à proposition de projets.
- Au **Mali**, les comités communaux d'adaptation sélectionnent les projets émanant des organisations communautaires et des collectivités suite à des consultations. Ces projets sélectionnés par les comités sont validés par les commissions locales au niveau des cercles selon les critères prédéfinis. Concernant les projets initiés par les cercles eux-mêmes, ils sont validés par la commission régionale.

Investissements locaux financés par le DFC

Entre 2016 et 2017, 122 investissements locaux ont été financés dont 75 au Sénégal et 47 au Mali. Chaque investissement est soutenu par une théorie du changement simplifiée qui présente la logique de mise en œuvre du projet et lie ainsi activités et résultats du projet aux objectifs de renforcement de la résilience.

Dans chaque pays, les projets approuvés sont mis en œuvre au moyen d'un processus officiel de passation des marchés publics, qui concourt également à renforcer les capacités des collectivités locales, des organisations de la société civile et du secteur privé à gérer la mise en place et l'exploitation d'investissements en biens publics.

Ce document présente des études de cas sur les investissements priorités et réalisés par les communautés locales pour améliorer leurs capacités d'adaptation face à la variabilité climatique.



Encadré 1 : Les critères de sélection des investissements d'adaptation

Pour être éligible aux fonds climat décentralisé du DFC, les investissements doivent :

1. Être centrés sur des biens publics et bénéficier à un grand nombre de bénéficiaires, particulièrement des femmes et des jeunes ;
2. Améliorer la résilience au changement climatique (l'adaptation) et lorsque cela est possible, proposer des mesures d'atténuation ;
3. S'assurer d'une approche participative pour la conception, la gestion, le suivi et l'évaluation ;
4. Satisfaire les priorités des collectivités territoriales ainsi que les stratégies et les politiques nationales sur le développement durable et le changement climatique ;
5. Favoriser la paix et renforcer les relations sociales entre les acteurs ;
6. Ne pas avoir de répercussions négatives sur l'environnement ; et
7. Elaborer un plan de travail réaliste.

1 Ces critères sont généralisés pour indiquer les types de normes employées dans chaque pays - des critères spécifiques pour chaque pays ont été déterminés par des processus participatifs et sont codifiés dans un manuel qui régit chaque FAC.



1. La restauration de sols, l'agroforesterie et la gestion de l'eau non conventionnelle aident le village de Koubewel-Koundia à s'adapter à la variabilité des précipitations

Contexte

Dans la commune de Koubewel-Koundia, l'environnement naturel est caractérisé par la présence de chaînes de montagnes longeant le village d'Est en Ouest. Ces chaînes de montagnes donnent lieu de ce fait à l'existence d'un vallon où est situé le village.

Les populations de Koubewel-Koundia sont confrontées à des défis aigus liés en grande partie à la dégradation des terres arables, du fait de l'érosion hydrique et éolienne durant les fortes pluies et vents violents.

Ces ressources en sols et en eau constituent la pierre angulaire de l'économie agricole de Koubewel-Koundia et elles soutiennent les moyens de subsistance d'une grande majorité de la population.

Les sols pauvres conduisent à des rendements faibles, et les agriculteurs sont finalement obligés d'abandonner les terres dégradées. Aujourd'hui, la superficie totale des terres cultivables dans le village a considérablement diminué, augmentant les risques d'insécurité alimentaire dans le village. La recherche de nouvelles terres arables par les agriculteurs a donné lieu à des pratiques néfastes pour l'environnement notamment la destruction de forêts, augmentant ainsi la pression sur les ressources naturelles.

Zone d'étude de cas

Cercle : Douentza

Commune : Koubewel - Koundia

Village : Koubewel - Koundia

Pays : Mali

Identification du projet

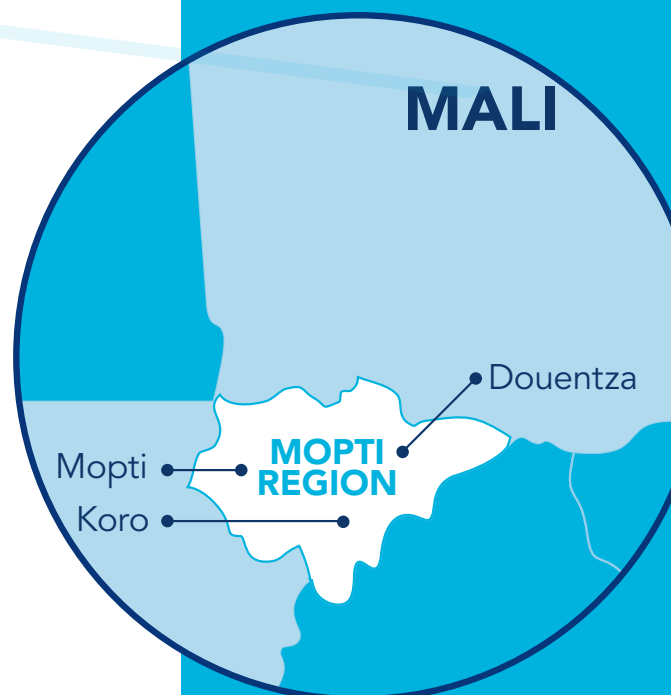
Intitulé du projet : Réalisation de 10 000 m de cordons pierreux et 1 000 m de diguettes antiérosives et l'agroforesterie à Koubewel

Initiateur du projet : Association des Jeunes pour le Développement du Village de Koubewel – Koundia (AJDVKK)

Coût total du projet : 23 635 000 FCFA (environ de 31 500 GBP)

Bénéficiaires : 1 720 personnes

- Hommes : 848
- Femmes : 872



Description du projet

En 2016, en réponse à l'appel à projet lancé par le DFC, dans le cadre des fonds décentralisés d'adaptation au climat, l'A.J.D.V.K.K. a proposé un projet de résilience locale axée sur la restauration des sols pour assurer la sécurité alimentaire des populations de Koubewel-Koundia. La proposition de projet a été approuvée par le comité d'adaptation du Cercle Douentza et l'A.J.D.V.K.K. a pu démarrer la mise en œuvre du projet.

Le projet intègre le plan d'aménagement et de gestion de la vallée, notamment les dispositions relatives aux orientations et mesures à prendre afin de réaliser les objectifs de développement durable de conservation de l'environnement. Aussi, après une phase de lancement et de sensibilisation des acteurs et parties prenantes du village, les activités du projet ont tourné autour de :

- la formation de 300 bénéficiaires (dont 17% de femmes) aux techniques de conservation des eaux et sols (CRS) et de défense et restauration des sols (DRS) ;
- l'acquisition de matériels de restauration des terres agricoles (niveau à eau, pics, brouettes, pelles, charrettes, ânes à traction, marteaux, etc.) ;
- la réalisation de 10 000 m de cordons pierreux ;
- le semis et le repiquage sur 10 000 m de graines d'*Andropogon gayanus*, et de boutures de vétiver ;
- la plantation de 400 plants de tamarinier et de baobab ;
- le semis de 50 kg de graines de néré ;
- la réalisation de 1 130 m de diguettes anti érosives ; et
- la plantation de 4 000 boutures d'euphorbe.



Des membres de l'association à une formation sur la façon d'utiliser un niveau d'eau.



Séance de confection de cordon.

Logique de projet : comment la stratégie améliore la résilience de la communauté

Dans le cadre de ce projet, l'amélioration de la résilience repose sur les liens entre protection des ressources naturelles (sols, eau et arbres) et amélioration des principaux moyens de subsistance et des systèmes de sécurité alimentaire dans la communauté.

Les activités

Conservation et restauration des sols :

- Renforcement des capacités des producteurs aux techniques de conservation et restauration des terres agricoles et d'agroforesterie et acquisition de matériels de restauration
- Réalisation de bonnes pratiques (10 000 m de cordons pierreux, 1 130 m de diguettes anti érosives)

Agroforesterie :

- Plantation d'arbres (baobab, tamarinier, karité, néré, andropogon gayanus)

Les effets attendus

- La restauration de 20 ha de terre augmente la disponibilité de terres arables
- La perte de sol est réduite et la conservation d'eau est améliorée, ce qui augmente la productivité des terres cultivées
- L'érosion des sols est réduite
- La création de plantations d'arbres est économiquement importante
- Les activités génératrices de revenu se développent grâce aux produits de cueillettes

Les impacts attendus

- La productivité accrue, les revenus diversifiés et améliorés et les systèmes de production durables réduisent la vulnérabilité de la communauté aux impacts de la variabilité pluviométrique et contribuent à une sécurité alimentaire améliorée et au bien-être
- La pression diminuée pour trouver de nouveaux terrains cultivables contribue à moins de déboisements et défrichements de terres

“

Ce projet est le premier appui dont notre association a bénéficié des partenaires. Il a renforcé notre capacité en matière de gestion administrative et financière d'une part et d'autre part en techniques de conservation des eaux et des sols, de défense et restauration des sols et d'agroforesterie.

Amadou TABALABA, président d'honneur de l'Association pour le Développement du Village de Koubewel – Koundia (AJDVKK)

”

Quelques résultats

Depuis le démarrage du projet, tous les efforts mobilisés par l'AJDVKK se sont traduits sur le terrain par un certain nombre de résultats encourageant. On note entre autres :

- la restauration des sols dégradés sur 20 ha pour la production de mil, sorgho, niébé, oseille ;
- le ralentissement du lessivage des sols et la protection des champs en aval ;
- la disponibilité d'espèces végétales (baobab, tamarin, néré, karité) prisées dans la zone et dont la cueillette est assurée par les femmes ;
- le renforcement des capacités des populations en matière de reboisement, d'utilisation efficiente des courbes de niveau, des pierres (notamment pour la démultiplication des cordons pierreux et diguettes antiérosives dans le village et dans les zones environnantes) ; et
- le renforcement de la cohésion sociale, la réduction des conflits et l'exécution de travaux collectifs pour le bien-être du village comme l'entretien des caniveaux et la réhabilitation des biens publics.

Gouvernance et pérennisation

Les approches de développement durable reposant sur la communauté ont montré leur efficacité en ce qui concerne non seulement l'appropriation du projet, mais aussi et surtout le développement d'une véritable compétence locale susceptible de garantir la pérennisation des investissements.

Dans le cadre de ce projet, les facteurs de durabilité sont :

- la mise en place d'un comité de gestion du projet et d'un comité de surveillance ayant pour rôle la mobilisation des populations et le suivi de toutes les actions qui concourent à l'atteinte des objectifs du projet ;
- l'implication des services techniques (Agriculture, Eaux et Forêts) dans la réalisation du projet et dans l'appui conseil nécessaire à sa pérennisation ;
- le renouvellement des équipements à travers la mise en place d'un mécanisme d'amortissement des équipements ;
- l'intégration des actions de l'Association dans le plan d'aménagement et de gestion de la vallée ; et
- l'engagement des acteurs locaux en faveur de la préservation des ressources naturelles et de la pérennisation du projet.



Plants de baobab pour la pratique d'agroforesterie.

La résilience selon les 3As (Anticipation, Absorption, Adaptation)

La région de Mopti au Mali est marquée par une forte variabilité intra-annuelle et interannuelle des précipitations. Cette variabilité peut se traduire par des sécheresses ou des inondations sévères durant certaines périodes, ou par un stress hydrique chronique et une érosion persistante des sols au cours d'autres périodes. Des pluies intenses provoquent l'érosion du sol et les pertes de récoltes.

Le projet de réalisation des cordons pierreux, de diguettes antiérosives et d'agroforesterie est composé de plusieurs activités qui visent à rendre les populations de Koubewel-Koundia plus résilientes face à la variabilité climatique. Considérant la stratégie de résilience des communautés dans le cadre de l'approche BRACED

des « 3As » (capacités d'anticipation, d'adaptation et d'absorption)², les investissements mise en oeuvre dans le village de Koubewel-Koundia reflètent à la fois des stratégies d'anticipation et d'adaptation :

- **Anticipation** : Avec les cordons pierreux et diguettes, les communautés ont pris des mesures aussi bien pour prévenir l'érosion et les pertes futures des sols en cas de fortes pluies, que pour conserver l'eau en cas de pluies faibles. Les cordons pierreux améliorent également l'infiltration et la rétention du sol en eau. Cela peut améliorer la productivité et la salubrité du sol pendant les années sèches.
- **Adaptation** : La pratique de la technique de cordons pierreux reflète également une stratégie adaptative, dans la mesure où elle assure la préservation des ressources naturelles contre les extrêmes climatiques.

² The 3As: Tracking Resilience Across BRACED (2015)
<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9812.pdf>

2. Un jardin maraîcher crée des débouchés pour des femmes dans le village de Guindourou

Contexte

Le changement climatique est un problème majeur dans la commune de Pel Maoudé. En effet, l'agriculture pluviale étant la principale source d'activité des populations, la baisse ou l'irrégularité de la pluviométrie affectent lourdement la production agricole. Le recours à l'exode, à la recherche d'opportunités économiques alternatives, est devenu une pratique d'adaptation pour beaucoup de familles, entraînant cependant des coûts socio-économiques importants, notamment une diminution de la main d'œuvre disponible dans le village ou encore des perturbations au sein des réseaux familiaux.

Les jeunes filles et les femmes sont les principales victimes de cette situation. En effet chaque année, après les travaux champêtres, les femmes et les jeunes filles partaient en exode rural soit dans les zones d'orpaillage, soit dans les grandes villes afin de trouver des sources alternatives de revenus pour subvenir à leurs besoins. L'accès aux produits maraîchers était également un enjeu important. Les populations devaient se rendre dans les marchés de Koro, Pel et Koporona pour acheter les produits maraîchers tels que la salade, la tomate, l'oignon, l'échalote, la carotte, le chou, la pomme de terre, etc.

Avec la mise en œuvre du projet d'aménagement du périmètre maraîchers, cette année, aucune femme n'est partie en exode. Les femmes produisent elles-mêmes les produits maraîchers. Une partie est consommée et l'autre est vendue sur le marché du village. Le périmètre maraîchers est devenu une source de création d'emplois, de revenus, de sécurité alimentaire et de renforcement de cohésion sociale.

Zone d'étude de cas

Cercle : Koro

Commune :
Pel Maoudé

Village : Guindourou

Pays : Mali

Identification du projet

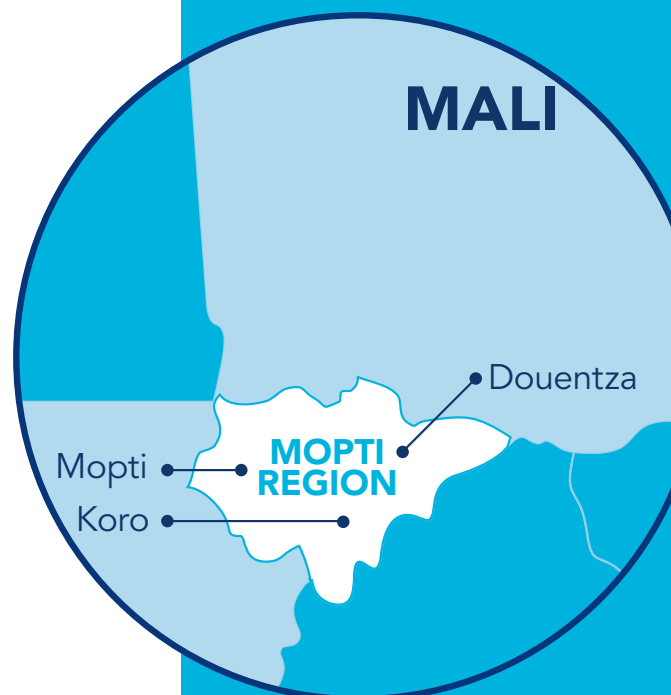
Intitulé du projet :
Aménagement d'un
périmètre maraîcher à
Guindourou

Porteur du projet :
Association « Sin-Gèrè »

Coût total du projet :
19 301 220 FCFA
(24 040 GBP)

Bénéficiaires du Projet : 670

- Femmes : 339
- Hommes : 331



“

Le périmètre maraîcher est la meilleure chose que nous ayons eu dans ce village. Il est devenu notre lieu de résidence. Nous y passons toute la journée et les vieilles femmes y viennent travailler parce que c'est une bonne chose. Il nous a permis de lutter contre l'insécurité alimentaire en enlevant la faim dans le village et renforce la cohésion sociale dans le village.

Oumou Guindo, présidente de l'association des femmes du village dénommée « Sin-Gèrè »

”

Description du projet

Le projet d'Aménagement d'un périmètre maraîchers dans le village de Guindourou, mis en œuvre par l'Association « Sin-Gèrè » a pour objectif de contribuer simultanément au développement de l'agriculture dans le village, à l'augmentation des rendements, à la réduction de l'exode rurale. Il vise également l'amélioration durable du bien-être des membres de la coopérative à travers la diversification alimentaire et l'amélioration de la nutrition.

L'aménagement du périmètre maraîcher consiste à :

- clôturer deux (2) hectares de parcelle en grillage ;
- réaliser un forage équipé d'un château d'eau alimenté de huit (8) panneaux et de huit (8) batteries solaires ;
- construire dix-huit (18) bassins dont trois (3) de réception et quinze (15) autres pour la distribution de l'eau ; et
- confectionner les parcelles.

Logique de projet : comment la stratégie améliore la résilience de la communauté

Chaque investissement est soutenu par une théorie du changement simplifiée qui lie les activités et résultats du projet à l'objectif global d'une meilleure résilience des communautés. Pour Guindourou, la théorie du changement met l'accent sur le lien entre la diversification des moyens de subsistance et la résilience de la communauté.



Les femmes pratiquent le maraîchage à Guindourou.

Les activités	Les effets attendus	Les impacts attendus
<ul style="list-style-type: none">• Développement d'un périmètre maraîcher de 2 ha (entouré d'une clôture)• Réalisation d'un forage équipé d'un château d'eau alimenté par un système de panneaux solaires et d'un système de distribution qui fournit de l'eau aux parcelles• Système de gestion des espaces cultivables	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation et diversification de la production agricole• Augmentation des revenus• Disponibilité de l'eau en toute saison de l'année et diminution de la corvée d'eau pour arroser les productions	<ul style="list-style-type: none">• Des systèmes de production durables réduisent la vulnérabilité de la communauté aux impacts de variabilité pluviométrique• Le revenu des bénéficiaires augmente et la diversification et l'augmentation de la productivité améliorent la capacité de la communauté à être en sécurité alimentaire et à s'adapter aux stress et aux chocs climatiques• Avec l'augmentation du revenu des femmes, les ménages sont en mesure de supporter les dépenses pour la santé, la scolarisation des enfants et la diminution de l'exode des femmes et des filles - contribuant à leur résilience à long terme

Quelques résultats

L'aménagement du périmètre maraîcher dans le village de Guindourou a eu comme résultats :

- l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages exploitants grâce au développement du maraîchage ;
- l'augmentation de la production agricole et le développement d'autres activités génératrices de revenus pour les femmes et les filles ;
- l'amélioration du régime alimentaire grâce à la disponibilité des produits maraîchers dans le village ;
- la diminution de l'exode des femmes et des filles ;
- l'amélioration de la santé des ménages et l'augmentation du taux de scolarisation des enfants grâce aux revenus issus de la vente des produits maraîchers ; et
- la réalisation du périmètre contribue aussi au renforcement de la cohésion sociale.

Gouvernance et pérennisation

La coopérative a pris un certain nombre de mesures pour assurer la durabilité du périmètre maraîcher :

- la mise en place d'un comité de gestion ;
- le versement d'une cotisation mensuelle par les membres (avec des fonds domiciliés dans un compte appartenant à la coopérative) ; et
- le suivi des activités par le comité communal d'adaptation.

La résilience selon les 3As (Anticipation, Absorption, Adaptation)

Avec la variabilité des précipitations, la dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale est un facteur de risque important. Le maraîchage offre un moyen de diversifier les revenus et d'améliorer l'alimentation des ménages. La réalisation du projet de périmètre maraîcher dans le village de Guindourou appuie la résilience de la communauté en termes d'adaptation :

- **Adaptation** : L'ajout d'une pompe à énergie solaire et la création du périmètre maraîcher renforce la capacité de la collectivité à produire avec succès diverses cultures, ce malgré les impacts de la variabilité et l'imprévisibilité climatique sur la disponibilité des ressources en eau. La disponibilité des produits maraîchers et la diversification alimentaire, les ressources financières générées par la vente des produits maraîchers, la professionnalisation d'un grand nombre de femmes aux techniques de maraîchage, permettent de renforcer la résilience des exploitantes. L'autosuffisance alimentaire, la création d'activités génératrice de revenu, la cohésion sociale et, à long-terme, le bien être des bénéficiaires seront également améliorés.



Les femmes pratiquent le maraîchage à Guindourou.

3. Diversification de la production travers la réhabilitation du périmètre irrigué dans le village de Madina

Contexte

L'agriculture est une pierre angulaire de l'économie de la région de Mopti. Essentiellement pluviale, sa pratique dans un contexte de changement climatique représente un défi important pendant les années de mauvaise pluie. Une solution d'adaptation a été le développement de petits périmètres irrigués villageois (PPIV) sur lesquels les agriculteurs produisent du riz, élément important de la base alimentaire des populations de la zone, collectivement. Un système de digues et de pompes contrôle la disponibilité de l'eau pour assurer le succès de la production. Les périmètres rizicoles constituent ainsi une source importante de diversification des cultures traditionnelles d'autres céréales comme le mil ou le sorgho.

Dans le village de Madina, l'installation d'un périmètre irrigué a durant de nombreuses années contribué à maintenir la production de riz à un niveau important. Cependant, du fait d'une mauvaise construction et d'un manque d'entretien, le périmètre s'est rapidement dégradé occasionnant une baisse considérable de la production. En outre, avec la dégradation des canaux d'irrigation et de la digue de ceinture, le temps d'arrosage dans le périmètre est passé d'une heure à deux heures, et la quantité d'essence consommée par les pompes a également augmenté.

Comme conséquences, le revenu des agriculteurs et la sécurité alimentaire de la population ont baissé. Avec moins de production et des coûts d'entretiens de plus en plus élevés, les agriculteurs dépendent davantage de l'agriculture pluviale et sont plus vulnérables aux risques climatiques.

Zone d'étude de cas

Cercle de : Mopti

Commune de : Socoura

Village de : Madina

Pays : Mali

Identification du projet

Intitulé du projet :

Aménagement des canaux d'irrigation et de digue de ceinture du PPIV pour la production rizicole

Porteur du projet :

Association «Benkadi»

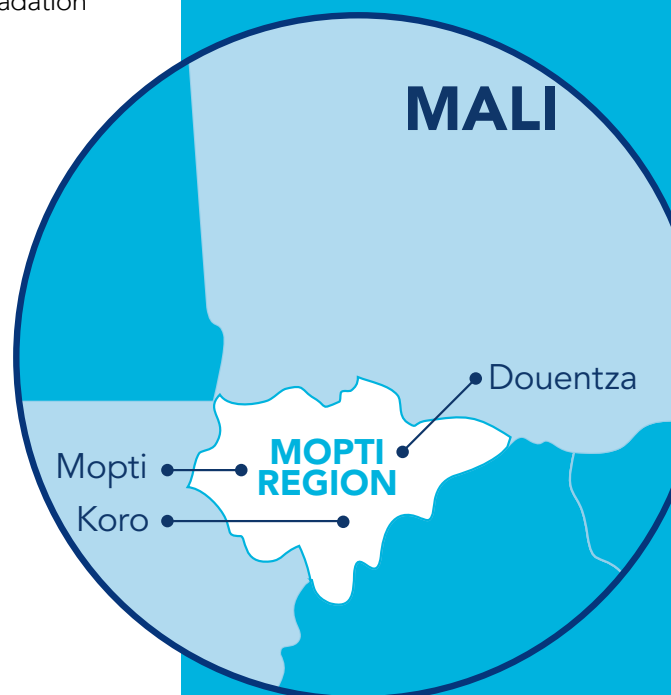
Coût du projet :

14 200 000 FCFA
(18 750 GBP)

Bénéficiaires du projet :

3 164 personnes

- Femmes : 2 152
- Hommes : 1 012



“

Grâce à la réhabilitation du périmètre rizicole, ma production a augmenté. Cette production couvre largement la consommation de ma famille et je peux vendre les excédents et subvenir aux besoins de certains proches qui sont nécessaires

Hamadoun Cissé, membre de l'association « Benkadi » de Madina

”

Description du projet

Le projet de « Réhabilitation du Périmètre Irrigué » financé dans le cadre du projet DFC se donne pour objectif global de renforcer la résilience des communautés, grâce à la réhabilitation de 36 ha de PPIV dégradé, et ainsi d'assurer la production rizicole dans un contexte marqué par la récurrence des extrêmes climatiques (inondation ou sécheresse).

Le projet est mis en œuvre par l'association Benkadi et repose sur les activités suivantes :

- réfectionner et revêtir le canal principal et les canaux secondaires et partiteurs en ciment ;
- réfectionner les digues principales et secondaires ; et
- réhabiliter 400 mètres de digue de ceinture.

L'association « Benkadi » est créée en 2008 avec comme objectifs l'amélioration des conditions socio-économiques de ses membres par la promotion d'activités génératrices de revenus, le développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et des actions de lutte contre les MST, IST et VIH/ SIDA au niveau de la commune de Socoura. Cette association compte 63 membres dont 21 femmes. Les jeunes de l'association avaient un champ collectif dans le périmètre et les femmes avaient leur champ collectif, en plus des champs qui sont cultivés individuellement.



La rizière et le canal d'irrigation en construction.

Logique de projet : comment la stratégie améliore la résilience de la communauté

Les activités	Les effets attendus	Les impacts attendus
<ul style="list-style-type: none">• 36 ha de PPIV sont réhabilités et aménagés pour la riziculture	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation de la disponibilité de terre arable• Amélioration de la production et la productivité rizicole• Augmentation du revenu des bénéficiaires• Augmentation de l'accès au pâturage pour les animaux (après la récolte)• La cohésion sociale est favorisée par la production collective	<ul style="list-style-type: none">• Les impacts attendus• Des systèmes de production durables réduisent la vulnérabilité de la communauté aux impacts de variabilité pluviométrique• Les revenus des bénéficiaires augmentent et• La diversification et l'augmentation de la productivité améliorent la capacité de la communauté à s'adapter aux stress et aux chocs climatiques et contribuent à la sécurité alimentaire améliorée et au bien-être

Quelques résultats

La production rizicole a un grand impact dans la vie de la population de Madina et des villages environnants. Depuis son démarrage, le projet de « Réhabilitation du Périmètre Irrigué » a eu comme résultats :

- réhabilitation de 36 ha de PPIV pour la culture de riz ;
- amélioration de la digue et des canaux principaux et secondaires et meilleur contrôle de la submersion ;
- augmentation de la production des fermiers d'environ 25 % (de 60 sacs de riz paddy à 75-80 sacs par hectare). Également, les membres de l'association comptent reprendre l'exploitation des deux champs collectifs ;
- diversification et amélioration de la productivité rizicole et disponibilité du riz dans le village ;
- augmentation des revenus des producteurs et diminution de l'exode rural ; et
- accès des animaux au pâturage après la récolte et renforcement de la cohésion sociale.

Gouvernance et pérennisation

Un comité de gestion est mis en place pour assurer une meilleure gestion et la durabilité de l'infrastructure. Ce comité de gestion gère la distribution de l'eau, récupère les cotisations en termes de redevance et assure les dépenses de charge, d'entretien et d'amortissement pour la pérennisation de l'infrastructure.

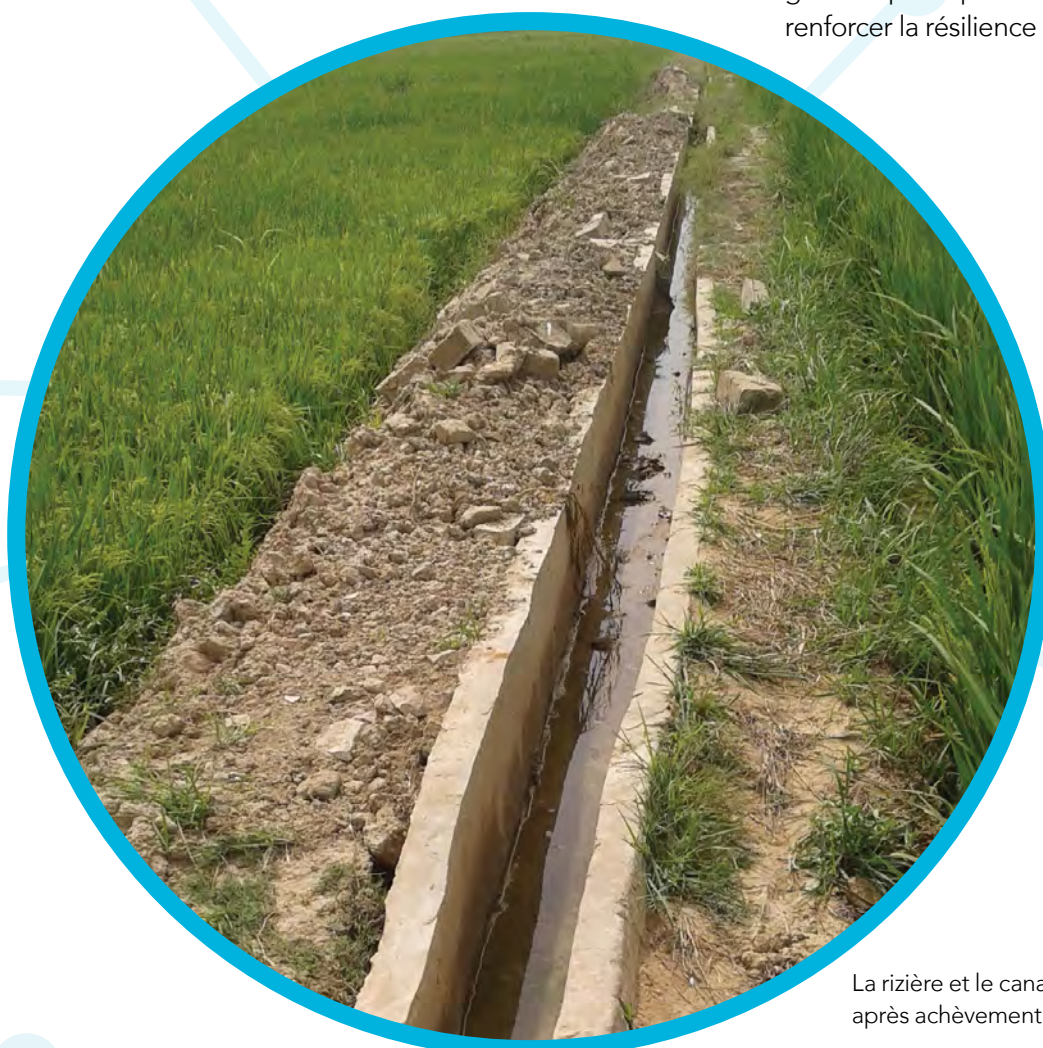
De même, en termes de gouvernance, les bénéficiaires déjà regroupés en association ont pris certaines dispositions qui se traduisent par la tenue de réunions sanctionnées de procès-verbaux. Les membres de l'association sont également impliqués dans les activités du projet.

Un dispositif de renforcement de capacités est également mis en place et repose sur la formation des membres aux techniques innovantes de production du riz et en gestion administrative et financière sanctionnée par des outils mis à leur disposition.

La résilience selon les 3As (Anticipation, Absorption, Adaptation)

Grâce à ce projet, la communauté peut diversifier de façon fiable sa production agricole pour inclure la riziculture irriguée. Cette production réduit la dépendance à l'agriculture pluviale et soutient la sécurité alimentaire dans la région. Considérant la stratégie de la communauté dans le cadre de l'approche BRACED des «3As», l'investissement de Madina reflète la stratégie d'adaptation :

- **Adaptation** : La réhabilitation du périmètre irrigué de Madina pour la production rizicole cherche plutôt à minimiser les impacts de la variabilité et l'imprévisibilité climatique avec maîtrise totale de l'eau pour mieux garantir la production et mieux contrôler la productivité malgré les caractéristiques de la crue fluviale ou de la saison des pluies. La disponibilité et la diversification alimentaire, ainsi que les revenus générés par la production de riz permettent de renforcer la résilience des producteurs.



La rizière et le canal d'irrigation après achèvement.

4. Création d'un magasin céréalier avec un système de warrantage

Contexte

Situé dans le département de Malem-Hodar, la commune de Dianké Souf est caractérisée par une très grande diversité d'écosystèmes naturels qui hébergent des ressources telles que les sols, la végétation et l'eau.

Malgré des potentialités évidentes dans le secteur agricole, la commune bute cependant sur plusieurs contraintes majeures notamment le faible niveau d'équipement des producteurs ; les difficultés de commercialisation des produits agricoles liées à la spéculation et à l'insuffisance de moyens de conservation, de transformation et de transport ; l'enclavement de certaines zones de production, etc. A cela s'ajoute le manque d'infrastructures telles que les banques céréalères pour le stockage de la production au niveau de la commune.

Dans un contexte marqué par la recrudescence des inondations et des feux de brousse, les risques de pertes de récoltes, de semences et de stocks de vivres sont donc importants. Comme stratégie de survie, les producteurs sont très souvent obligés de brader leurs récoltes, même pendant les périodes de soudure, pour faire face aux impacts du changement climatique sur les systèmes de production et subvenir à leurs besoins.

Avec le projet DFC, la mise en place d'une banque céréalère dans le village de Navarène représente pour les populations une réelle opportunité pour améliorer la sécurisation des réserves de céréales constituées au moment des récoltes et ainsi renforcer leur résilience face aux extrêmes climatiques.

Zone d'étude de cas

Département : Malem-Hodar

Commune : Dianké Souf

Village : Navarène

Pays : Senegal

Identification du projet

Intitulé du projet :

Construction de 02 Magasins de stockage

Porteur du projet :

Commune de Dianké Souf

Initiateur du projet :

Commune de Dianké Souf

Coût du projet :

11 250 000 FCFA

(14 750 GBP)

Bénéficiaires du Projet :

2 919

- Femmes : 1 605
- Hommes : 1 314



“

Le projet DFC est venu au bon moment. A travers son approche participative originale, le projet a amélioré notre niveau de connaissance dans le domaine du changement climatique. Ce qui a permis aux populations de pouvoir prioriser et articuler le projet de banque céréalière comme réponse aux inondations et feux de brousse. Par ailleurs avec la sécurisation des récoltes, les producteurs seront davantage motivés et cela va réduire considérablement les périodes de soudure.

Seydou Dianké, maire de la commune de Dianké Souf.

”

Description du projet

L'objectif global du projet est de renforcer la capacité des communautés à faire face aux chocs climatiques et d'améliorer la sécurité alimentaire grâce à la création d'actifs productifs permettant de garantir la viabilité économique des populations. Plus spécifiquement, il s'agira de :

- créer des infrastructures de soutien à la production agricole ;
- renforcer la sécurité alimentaire des populations ; et
- augmenter les revenus des populations bénéficiaires.

Pour atteindre ces objectifs, un certain nombre d'actions seront déroulées. Il s'agit entre autres de :

- construire une banque céréalière de stockage ;
- mettre en place un comité de suivi du chantier ;
- mettre en place un comité de gestion de la banque céréalière ; et
- recruter un gérant.



Les banques céréalières améliorent le stockage et protègent les graines des inondations.

Logique de projet : comment la stratégie améliore la résilience

Les activités	Les effets attendus	Les impacts attendus
<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une banque céréalière • Mise en place d'un comité de gestion • Formation du comité de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurisation des récoltes contre les feux de brousse, les inondations et le bradage de la production • Augmentation des stocks céréaliers • Disponibilité de semence en quantité et qualité suffisante • Réduction des périodes de soudure • Développement du warrantage • Stabilisation des prix de vente céréalière • Meilleure gestion de l'infrastructure et de la production • Renforcement des capacités d'adaptation et d'anticipation face aux feux de brousses et aux inondations 	<ul style="list-style-type: none"> • Une bonne gestion de l'infrastructure va augmenter les revenus des ménages et réduire leur niveau de vulnérabilité. • La disponibilité de céréales en quantité suffisante va contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire

Gouvernance et pérennisation

La responsabilité de l'entretien, la maintenance et le fonctionnement des infrastructures et équipements incombent aux comités de gestion mis sur pied par les populations avec l'appui de la commune et des services techniques. Ces comités auront pour mission de faire fonctionner les ouvrages de manière optimale afin d'en tirer le maximum de profit, le plus longtemps possible et de manière transparente.

Un fonds d'entretien et de maintenance qui s'élève à deux pour cent (2%) du budget de l'investissement sera annuellement versé par la commune dans les comptes du comité de gestion afin d'assurer la pérennité des infrastructures. En outre, l'exploitation de la banque céréalière va générer des recettes qui permettront l'autofinancement d'autres activités génératrices de revenus et la gestion et maintenance de l'ouvrage. Enfin, l'encadrement des partenaires

techniques, notamment le Service Départemental d'Appui au Développement Local (SDADL), l'Agence Nationale du Conseil Agricole et Rural (ANCAR), le Service Départemental du Développement Rural (SDDR), etc., en rapport avec la collectivité locale, permettra un renforcement des capacités des acteurs à assurer durablement l'exploitation rationnelle de l'infrastructure. Les recettes générées par l'exploitation des banques céréalières permettront d'assurer la gestion, l'entretien et les maintenances des ouvrages et équipements.

Il faut également noter la forte implication des populations dès la phase d'identification du projet qui constitue un facteur de durabilité et d'appropriation important. Le degré d'optimisme des bénéficiaires quant aux éventuels services qui seront offerts par l'exploitation de la banque céréalière peut également influencer sur leur motivation à participer à la pérennisation de l'investissement.

La résilience selon les 3As (Anticipation, Absorption, Adaptation)

La construction de la banque céréalière dans le village de Navarène intègre les trois dimensions de la résilience promues par l'approche BRACED, à savoir l'adaptation, l'anticipation et d'absorption :

- **Adaptation** : La recrudescence des feux de brousse et inondations entraîne la perte de récoltes, de semences et de stocks vivriers chez les agriculteurs. Cette situation réduit les mois de sécurité alimentaire et oblige les agriculteurs à brader leurs productions à des prix non compétitifs même en période de soudure. La construction d'une banque céréalière permet de sécuriser toute la production et à terme, de stabiliser les prix avec le développement du warrantage. C'est une mesure d'adaptation qui contribue à créer des communautés résilientes malgré la présence des inondations et feux de brousses.
- **Anticipation** : La sécurisation des productions céréalières dans la banque permet une meilleure conservation. Cela favorise la disponibilité de semences de meilleures qualités préservées dans des conditions normées. Aussi, comme envisagé par les populations, le développement du warrantage permettra au comité de gestion d'acquérir des semences améliorées et adaptées au profil saisonnier. C'est une mesure d'anticipation qui permet de garantir une meilleure production quel que soit le profil de l'hivernage (rareté ou abondance de pluies).
- **Absorption** : La bonne gestion de la banque par le comité se manifestera par une meilleure disponibilité de denrées tout au long de l'année. Ce grenier communautaire est une ressource potentielle pour faire face aux périodes de soudures. Les populations y feront recours pour palier à une situation de pénurie alimentaire imposée par la rareté des pluies. C'est une mesure d'absorption qui contribue à la sécurité alimentaire des populations.



La banque céréalière en construction.

5. Restauration de la forêt classée de Kaffrine par les femmes forestières

Contexte

Le département de Kaffrine se situe dans la zone éco-géographique du bassin arachidier et plus précisément dans la sous-zone Centre-Est. Il compte cinq forêts classées qui connaissent cependant une dégradation progressive dûe aux changements climatiques mais également à l'action humaine (feux de brousse, coupes abusives, extension des aires de cultures).

Depuis 2004, l'Association des femmes forestières de Kaffrine intervient dans la préservation et la restauration du couvert végétal de la région de Kaffrine. Ses activités comprennent la production de plants forestiers et fruitiers, l'organisation de campagnes de reboisement, le développement des pratiques de régénération naturelle assistée (RNA). Cependant, faute de moyens suffisants, les résultats des activités sont restés limités en comparaison de la superficie dégradée et devant être restaurée.

Dans un contexte marqué par une plus grande vulnérabilité des ressources forestières au changement climatique, la réalisation du projet «Restauration de la Forêt Classée de Kaffrine », en consolidant les acquis obtenus avec l'intervention des femmes forestières, participera efficacement au renforcement des activités de restauration du couvert végétal et à la réduction de la vulnérabilité des populations riveraines de la forêt, qui dépendent en grande partie de cette ressource pour assurer leur subsistance.

Zone d'étude de cas

Département : Kaffrine

Commune : Kahi

Village : Kahi

Pays : Senegal

Identification du projet

Intitulé du projet :

Restauration de la forêt classée de Kaffrine

Porteur du projet : Commune de Kahi

Initiateur du projet :

Association des femmes forestières de Kaffrine.

Coût du projet :

10 823 000 FCFA

(14 250 GBP)

Bénéficiaires du Projet : 6 000

- Femmes : 3 120
- Hommes : 2 880



“

L'exécution de financement reçu d'un partenaire important n'est pas chose nouvelle dans l'association mais la particularité du DFC se trouve à deux niveaux : d'abord son approche participative et de responsabilisation qui permet à la population de définir librement ses priorités en matière d'adaptation ; Ensuite l'important travail sur l'éveil des consciences à travers une vaste campagne de communication menée sur la problématique et les enjeux du changement climatique. Ces deux aspects de l'approche du DFC nous ont permis d'articuler notre projet avec le changement climatique, contrairement aux pratiques habituelles d'intervention dans la protection de l'Environnement. Tout le monde y trouvera son compte.

Fily Traoré, Présidente de l'association des femmes forestière de Kaffrine

”

Description du projet

L'objectif du projet est la restauration de la forêt classée de Kaffrine. De manière plus spécifique, il s'agira de :

- reboiser 12 ha 500 dans la forêt classée de Kaffrine ;
- ouvrir 15 km de pare-feu nus périphériques et centraux dans le massif ; et
- contribuer à l'approvisionnement des ménages en produits forestiers ligneux (combustibles, bois de service) et non ligneux (produits de cueillette, etc.).

Pour y parvenir, un certain nombre d'actions a été réalisé. Il s'agit entre autres de :

- production de plants : des milliers de plants forestiers et fruitiers produits annuellement dont une partie est distribuée gratuitement aux groupements ou associations réalisant des actions de reboisement ;
- réalisation de bois communautaires : des plantations massives d'espèces telles que l'Eucalyptus entrent dans le cadre de la réduction de la pauvreté par la production de bois de service ;

- enrichissement de forêts classées : il s'agit de plantations d'espèces locales dans la forêt classée de Kaffrine. Cet enrichissement combiné avec la mise en défens vise la restauration et la diversification biologique ; et
- promotion des filières forestières : avec l'ouverture de la campagne de reboisement en 2008 sous le thème « colonisation et domestication du désert » des centaines de milliers de plants de *Jatropha curcas* sont produits chaque année au profit des sociétés et projets intéressés par la bioénergie.



Une forestière à l'entrée de la pépinière.

Logique de projet : comment la stratégie améliore la résilience de la communauté

Les activités	Les effets attendus	Les impacts attendus
<ul style="list-style-type: none">• Reboisement de 12 ha 500 dans la forêt classée de Kaffrine• Ouverture de 15 Km de pare-feu• Production de plants• Mise en place du comité de gestion et encadrement par le service des eaux et forêts	<ul style="list-style-type: none">• Changement de comportements avec acquisition de nouvelles connaissances• Protection de la zone contre les feux de brousse• Restauration des terres dégradées• Amélioration de la production agropastorale• Fixation et enrichissement du sol• Reconstitution d'habitats pour les espèces fauniques• Meilleure disponibilité des produits ligneux et non ligneux	<ul style="list-style-type: none">• La reconstitution du couvert végétal permettra une meilleure disponibilité des ressources forestières. Leur exploitation rationnelle notamment la cueillette, le ramassage du bois mort, le soutien au secteur de l'artisanat (menuiserie), la disponibilité des ressources fourragère etc., vont améliorer les conditions de vie et le bien-être des populations.

Gouvernance et pérennisation

La gouvernance du projet repose sur l'intervention et l'engagement de toutes les parties prenantes, avec des rôles et responsabilités clairement identifiés :

- **L'Association des femmes forestières** : Le projet sera exécuté par le bureau de l'Association des femmes forestières composé par la présidente, la trésorière et la secrétaire. Les décisions sont prises par l'Assemblée générale, le bureau se charge de la mise en œuvre. Ordinairement, les réunions de l'Assemblée Générale (AG) se tiennent trimestriellement. Un rapport d'activités et un rapport financier sont présentés par le bureau et soumis à la validation de l'AG. En cas de nécessité, une réunion extraordinaire peut se tenir. Les membres du bureau se rencontrent quotidiennement au niveau de leur siège.
- **Les communautés des villages riverains de la forêt classée de Kaffrine** : Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet les AG sont élargies aux représentants des villages riverains. La main d'œuvre pour l'exécution des tâches du projet proviendra de ces villages. Il s'agira d'une forme de contribution, accompagné d'une petite rétribution financière, à la réalisation du projet. Cette participation des villages riverains est encore visible dans les activités de surveillance à travers les comités de gestion et de surveillance.
- **La collectivité locale** : En ce qui concerne la collectivité locale, elle joue un rôle fondamental en assurant la gestion des fonds du projet. Elle prend part aux réunions de l'Assemblée générale, et reçoit régulièrement les rapports d'activité au même titre que IED Afrique et le Service départemental des Eaux et Forêts de Kaffrine. Ainsi la commune de Kahi participera au suivi et à l'évaluation des différentes étapes de la mise en œuvre du projet.

- **Les services techniques** : Les services départementaux des eaux et forêts, et de l'appui au développement local apporteront toujours un appui technique à la mise en œuvre du projet selon leurs domaines de compétences.

Comme facteurs de durabilité, la stratégie du projet repose avant tout sur son appropriation par les populations des villages environnants de la forêt classée de Kaffrine. De même, l'Association des femmes forestières de Kaffrine a mis en place une politique d'autonomisation en semences forestières et fruitières. Ce qui leur permet de poursuivre la mise en place des pépinières et les actions de reboisement.

L'appropriation de l'expérience et des résultats par la collectivité locale constitue également un facteur favorable à l'inscription dans son budget d'une ligne pour un appui dans ce domaine. Ce qui participera à la pérennisation des acquis et à la consolidation des résultats.



Journée de reboisement à Kahi.

La résilience selon les 3As (Anticipation, Absorption, Adaptation)

Le projet de « Restauration de la forêt classée de Kaffrine » intègre les trois dimensions de la résilience promues par l'approche BRACED, à savoir l'adaptation, l'anticipation et d'absorption :

- **Adaptation** : L'activité de reboisement augmente le potentiel ligneux des zones dégradées mais aussi entraîne le développement de la strate herbacée. Cet état de fait contribue à la fertilisation des terres et à l'augmentation de la production fourragère. Dans les zones concernées, cela renforce la capacité de résilience des systèmes de production face à l'érosion éolienne et hydrique. Cela se traduit par le renforcement de la capacité d'adaptation des agriculteurs et des éleveurs face au stress hydrique.
- **Absorption** : La productivité de la terre se traduit par l'augmentation des rendements agricoles et par là, l'augmentation des revenus. La disponibilité fourragère quant-à elle favorise la production laitière, la production de viande et la santé animale. A long terme, la disponibilité de produits ligneux et non ligneux contribuera à la diversification des activités des populations riveraines notamment par le développement de la cueillette (consommation et vente de feuilles, fruits sauvages (pain de singe, jujube, sabba-senegalensis, etc.), graine etc., et tous les avantages liés à l'exploitation rationnelle du bois.
- **Anticipation** : La recrudescence des feux de brousses dans les villages de Dogo et environnants entraîne perte de productions agricoles, de semences et de stock de fourrages pour le bétail. Le reboisement constitue une anticipation à ce fléau en ce sens qu'il joue un rôle de pare-feu pour protéger les zones concernées.

6. Construction d'un parc à vaccination dans le village de Ndiobène Samba Lamo

Contexte

Après l'agriculture, l'élevage est le deuxième secteur pourvoyeur de revenu dans la commune de Ndiobène Samba Lamo. En effet, près de la moitié des ménages s'adonne à cette activité. La production animale fait partie des principales sources de revenus et d'autoconsommation des populations vivant dans cette zone. En effet, la vente de bétail sur pied aide les populations locales à faire face aux périodes de soudure et aux mauvaises campagnes d'hivernage souvent causées par la variabilité du climat.

La filière de commercialisation du lait, quoiqu'informelle, reste la principale source de revenus des femmes et des jeunes filles. L'exploitation des cuirs et des peaux représente également une source de revenus très importante pour toute la communauté agropastorale.

Le secteur de l'élevage contribue pour beaucoup au développement de l'agriculture en mettant à la disposition des agriculteurs des animaux de trait et des intrants et fumures organiques. Ce qui signifie qu'une baisse de productivité du secteur de l'élevage impactera négativement sur le secteur de l'agriculture et au-delà le transport et le commerce.

Le changement climatique est un problème majeur pour le secteur de l'élevage. En effet, avec la hausse des températures, le changement des régimes de pluie et les épisodes météorologiques extrêmes, des risques importants pèsent sur la biomasse locale et sur la productivité du secteur de l'élevage, mais également sur la santé animale.

Les autorités locales de la région de Kaffrine sont aujourd'hui mobilisées dans la préservation des bétails, mais déplorent un manque d'infrastructures de soutien à la production animale. La construction d'un parc à vaccination devient un impératif majeur pour l'adaptation du secteur de l'élevage et la préservation d'un des maillons forts de l'économie locale.

Zone d'étude de cas

Département : Malem-Hodar

Commune : Ndiobène
Samba Lamo

Village : Ndiobène
Samba Lamo

Pays : Senegal

Identification du projet

Intitulé du projet :

Construction d'un parc à vaccination

Porteur du projet : Commune
Ndiobène Samba Lamo

Initiateur du projet :

Commune Ndiobène
Samba Lamo

Coût du projet :

6 000 000 FCFA
(8 000 GBP)

Bénéficiaires du Projet :

10 525

- Femmes : 5 473
- Hommes : 5 052



“

La santé du bétail est une préoccupation réelle de notre communauté car un ménage sur deux pratique l'élevage. Mais les éleveurs subissent d'importantes pertes de bétail en raison des difficultés liées à la vaccination, ce qui nous avait contraints à bricoler des parcs traditionnels au service des communautés. Cette année, avec l'appui du DFC, nous avons obtenu un parc moderne au grand bonheur de la population. L'impact des différentes maladies sur le cheptel sera certainement réduit et ceci va améliorer la productivité de toutes les activités connexes (commerce de cuir, vente de lait, production de viande, etc.).

Abdoulaye DIOP, 1er adjoint au maire de la commune de Ndiobène Samba Lamo

”

Description du projet

Le projet a comme objectif général d'accroître les productions animales par le développement des infrastructures de soutien à la production. De manière plus spécifique, il s'agira de :

- réduire la vulnérabilité du cheptel par rapport aux maladies récurrentes ;

- améliorer la sécurité alimentaire des populations par l'accroissement du cheptel ; et
- améliorer l'assiette fiscale de la commune pour le financement de projets de développement.

Comme action phare, le projet porte sur la construction d'un parc à vaccination dans le village de Ndiobène Samba Lamo et la mise en place d'un comité de gestion sous la supervision des populations, de l'Agence Régionale de Développement et du service départemental de l'élevage. Le projet touche directement les populations des 12 villages situés aux environs de la zone d'implantation. Cette zone regroupe les grands éleveurs et commerçants de la commune. Ce sont des villages à vocation pastorale, agricole, commerciale et artisanale.



Le maire de la commune de Ndiobène Samba Lamo.

Logique de projet : comment la stratégie améliore la résilience de la communauté

Les activités	Les effets attendus	Les impacts attendus
<ul style="list-style-type: none">• Construction d'un parc à vaccination• Mise en place d'un comité de gestion• Formation du comité de gestion	<ul style="list-style-type: none">• Amélioration de la couverture vaccinale• Réduction des maladies liées au cheptel et limitation de la mortalité animale ;• Meilleure productivité des activités connexes (production laitière, production de viande, vente de cuirs, etc)• Meilleure disponibilité de la fumure organique pour la production agricole	<ul style="list-style-type: none">• Amélioration de la santé animale• Amélioration des revenus des agropasteurs et surtout des femmes (avec la production laitière) ;• Amélioration de la sécurité alimentaire des familles d'agro pasteurs.

Gouvernance et pérennisation

La gouvernance et le suivi de la mise en oeuvre du projet seront assurés à deux niveaux :

Niveau stratégique : La commune en sa qualité de maître d'ouvrage, assure l'accompagnement des bénéficiaires directs sur l'utilisation compatible des ouvrages par rapport aux objectifs. Elle implique dans le cadre de la mesure de la gouvernance et du suivi, le Service Départemental de l'Élevage (SDE), qui est chargé au niveau du département de la mise en oeuvre et du suivi de la politique de l'Etat en matière d'élevage.

Niveau opérationnel : Les bénéficiaires vont constituer un comité de gestion représentatif des populations pour assurer de manière opérationnelle, la gouvernance et le suivi de l'exploitation du parc à vaccination conformément au cahier des charges dressé par les Assemblées Générales (AG).

Le comité de gestion et de suivi va bénéficier d'un renforcement de capacité de ses membres dans le domaine de la gestion administrative et financière avec l'appui technique du chef de poste vétérinaire, du CADL et de l'ANCAR.

Les bases de la pérennisation des résultats du projet sont clairement dégagées à travers la méthode d'identification du projet basée sur un besoin exprimé par les populations. Ceci jette déjà les prémices d'une appropriation gage d'un premier signe de pérennisation.

Le degré d'optimisme des bénéficiaires quant aux éventuels services qui seront offerts par l'exploitation des parcs peut également influencer leur motivation. En outre, l'exploitation du parc va générer des recettes qui permettront l'autofinancement d'autres activités génératrices de revenus et la gestion et maintenance de l'ouvrage.

La résilience selon les 3As (Anticipation, Absorption, Adaptation)

Le projet de « Construction d'un parc à vaccination dans le village de Ndiobène Samba Lamo » intègre les trois dimensions de la résilience promues par l'approche BRACED, à savoir l'adaptation, l'anticipation et l'absorption :

- **Adaptation** : La mise en place du parc à vaccination contribue à la santé animale. Les maladies qui déciment les troupeaux favorisées par les conditions climatiques (température et humidité) seront considérablement réduites. Cela se traduit d'abord par l'élargissement des troupeaux grâce à la baisse de la mortalité et l'augmentation du taux de natalité. Ensuite, la productivité du cheptel entraîne une meilleure diversification des activités notamment le développement de la filière lait, la vente de cuirs et la production de viande, au grand bénéfice des femmes.
- **Anticipation** : Les débuts d'hivernage sont toujours accompagnés de maladies qui impactent négativement le cheptel. Les éleveurs subissent de lourdes pertes de bétails en raison des difficultés de vaccination. C'est pourquoi les parcs à vaccination permettent de traiter beaucoup d'animaux en un temps record. Cette mesure d'anticipation permet non seulement d'éviter les pertes de bétail, mais également d'empêcher les épidémies qui déciment le cheptel.
- **Absorption** : La santé animale entraîne une augmentation du cheptel en terme d'unité, favorise également la diversification des activités liées à l'élevage. La production pastorale est ainsi augmentée en même temps que les revenus des populations et par voie de conséquence, l'économie locale est boostée. Cette situation favorable permet aux éleveurs et agropasteurs, en cas de rareté des pluies ou d'absence de fourrages causée par les feux de brousse, de profiter de la disponibilité du cheptel pour développer la vente sur pied et par là, disposer de plus de revenus pouvant les aider à absorber les chocs qui sévissent dans la localité.



Un parc de vaccination réalisé réduira la vulnérabilité du bétail aux maladies.

Organisations



Near East Foundation (NEF)

Depuis plus de 30 ans, la NEF développe des approches de type communautaire et durable pour la gestion des forêts, de la pêche, des pâturages et des terres agricoles au Mali. Depuis son bureau principal à Sévaré, l'équipe de la NEF, composée d'environ 40 professionnels, s'efforce de mettre en oeuvre des programmes communautaires multisectoriels. La gestion des projets et la surveillance et le suivi de la gouvernance sont assurés depuis le siège de la NEF à Syracuse (États-Unis).



Innovation, Environnement, Développement (IED Afrique)

IED Afrique est une organisation indépendante à but non lucratif basée au Sénégal. Elle s'appuie sur une expérience de plus de 20 ans dans les pays d'Afrique de l'Ouest francophone et intervient sur les problématiques du développement durable et de citoyenneté en Afrique. L'organisation met l'accent sur les innovations méthodologiques et participatives.



International Institute for Environment and Development (IIED)

IIED est une organisation de recherche-action et de politique qui promeut le développement durable en vue d'améliorer les économies locales et de protéger l'environnement sur lequel elles s'appuient. IIED est basée à Londres et travaille en Afrique, en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et dans le Pacifique.

Publié par Near East Foundation, mars 2017

Abdella, J., Keita, A. et Koulibaly, P. (2017) Renforcer la résilience au niveau local : des investissements pour l'adaptation priorités par les communautés. NEF, New York.

www.neareast.org/download/materials_center/Case_Studies_Fr.pdf

Near East Foundation

230 Euclid Avenue

Syracuse, New York 13210 USA

Imprimé sur du papier recyclé à base d'encre végétales.



Décentralisation des fonds climat (DFC)

La *Décentralisation des fonds climats* (DFC) est un projet de recherche-action et de plaidoyer qui appuie les populations locales au Mali et au Sénégal afin qu'elles deviennent plus résilientes au changement climatique grâce à des fonds d'adaptation localement contrôlés. Le projet fait partie du programme BRACED, financé par le gouvernement du Royaume-Uni, et est mis en oeuvre par la Near East Foundation (NEF) avec Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED).

Pour en savoir plus :

Les enseignements et données d'expérience du projet sont présentés dans plusieurs publications disponibles en ligne à l'adresse :

www.neareast.org/braced

Contacts :

Yacouba Dème : ydeme@neareast.org

Ced Hesse : ced.hesse@iied.org

Bara Guèye : baragueye@iedafrique.org

Lectures complémentaires :

Evaluer la résilience : Concilier les connaissances endogènes et la planification locale – Policy Brief
www.neareast.org/download/materials_center/DCF_Policy_Brief_Fr.pdf

Planification locale sensibles au changement climatique au Senegal
www.neareast.org/download/materials_center/Senegal_Policy_Brief_Fr.pdf

Outils d'analyse de la résilience et planification locale sensible au changement climatique
www.neareast.org/download/materials_center/RA_Working_Paper_Fr.pdf

Adaptation au changement climatique : valeur économique et retour sur investissements
www.neareast.org/download/materials_center/DCF_Literature_Review_Fr.pdf

Décentralisation des fonds d'adaptation au climat au Mali – Fiche d'information
www.neareast.org/download/materials_center/Decentralisation-Mali-French.pdf

Décentralisation des fonds d'adaptation au climat au Sénégal – Fiche d'information
www.neareast.org/download/materials_center/Decentralising-Senegal-French.pdf

Pour toutes les publications du projet DFC, consulter : www.neareast.org/resources/#braced

Near East Foundation, 230 Euclid Avenue,
Syracuse, New York 13210 USA

 +1 315-428-8670  info@neareast.org  www.neareast.org

Mars 2017
Études
de cas



Ce document a été financé par le département d'aide du gouvernement britannique (UK aid) ; cependant les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles de celui-ci.

Crédits photos : Near East Foundation, Mali and IED Afrique Senegal.